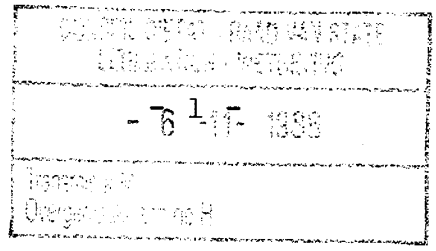
MFV.



L. 17.533/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 10 septembre 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "sur l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence", a donné le 14 octobre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 september 1986 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de hulp aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden", heeft op 14 oktober 1986 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

La rédaction suivante est proposée :

"Arrêté royal relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence".

Dispositif.

Article ler.

Au 1°, il convient d'écrire :

"1° la loi : le chapitre III, section II "Aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence", de la loi du ler août 1985 portant des mesures fiscales et autres;".

A la fin du 2°, il y a lieu d'écrire "de la loi" et non "de ladite loi".

Le 3° donne la définition suivante :

"3° le ministre : le ministre de la justice ou le délégué désigné par lui;".

Il en résulte que le Ministre de la Justice serait autorisé à déléguer à un fonctionnaire l'exercice de toutes les attributions prévues par l'arrêté en projet. Or, par exemple, l'article 7, alinéa ler, du projet, prévoit que le montant des jetons de présence sera fixé par un arrêté royal pris sur proposition du Ministre de la Justice, et le même

article 7, en son alinéa 3, prévoit que la rétribution des experts sera définie par le Ministre de la Justice.

L'exercice du pouvoir réglementaire prévu à ces deux alinéas ne peut être délégué à un fonctionnaire.

Il est dès lors proposé d'omettre au 3°, les mots "ou le délégué désigné par lui".

Au 4°, il y a lieu de remplacer le mot "requête" par le mot "diligence".

Si le Ministre se fait représenter par un délégué, ce n'est pas ce dernier mais le Ministre lui-même qui doit être considéré comme partie devant la commission. La rédaction suivante est dès lors proposée pour le 5° :

"5° parties : le requérant et le Ministre ainsi que, le cas échéant, les parties intervenantes".

Article 2.

L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Elle peut diminuer ou refuser l'aide lorsque, compte tenu de ces avoirs et revenus, l'octroi d'une telle aide serait peu ou ne serait pas nécessaire".

.../...

A l'alinéa 3 du texte français, il convient d'écrire :

"Elle prend notamment en considération les répercussions que l'acte de violence a eues ou aura sur la situation financière du requérant".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il y a lieu d'omettre le mot "daartoe".

Article 4.

L'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

"La commission, siégeant en chambres réunies, établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation du Roi".

Article 5.

Les paragraphes ler, 2 et 3 seraient mieux libellés comme suit :

"§ ler. Sans préjudice du paragraphe 2, chacune des deux chambres de la commission se compose de trois membres : un magistrat qui préside, un avocat et un fonctionnaire.

§ 2. Lorsque le président de la commission estime que, pour assurer l'unité de la jurisprudence, une affaire doit être traitée en chambres réunies, il la renvoie à celles-ci.

.../...

Le président de la commission préside les chambres réunies.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement, les fonctions du président, du vice-président et des membres effectifs sont exercées par leur suppléant".

Selon le paragraphe 4,

"Toute décision est prise à la majorité des voix. En cas de parité des voix, la voix du président de la chambre saisie est prépondérante".

L'hypothèse de la parité des voix ne peut se présenter qu'aux chambres réunies.

Le texte semble dire que la voix prépondérante sera celle du président de la chambre qui était primitivement saisie et non celle du président de la commission.

Selon le fonctionnaire délégué, la voix prépondérante serait celle du président de la commission.

Dans cette hypothèse, le texte suivant est proposé :

"§ 4. Toute décision est prise à la majorité des voix.

Lorsque la commission siège en chambres réunies, la voix du président de la commission est, en cas de parité des voix, prépondérante".

En revanche, si l'intention du Gouvernement correspond au texte du projet, le second alinéa devrait être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Lorsque la commission siège en chambres réunies, la voix du président de la chambre initialement saisie est, en cas de parité des voix, prépondérante".

Article 6.

La commission étant tenue de respecter les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, la rédaction suivante est proposée :

"Article 6.-
Dans toute affaire qui doit être traitée en langue allemande, la chambre comprend le membre de la commission qui justifie de la connaissance suffisante de cette langue".

Article 7.

A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire, selon l'usage : " ..., dont le montant est fixé par le Roi sur proposition du Ministre de la Justice, conformément ...". La remarque vaut aussi pour l'alinéa 3, où il y a lieu d'écrire : " ... par le Ministre de la Justice".

La rédaction suivante est proposée pour la seconde phrase de l'alinéa 2 :

"Les magistrats, les avocats, ainsi que les fonctionnaires titulaires d'un grade qui n'est pas classé dans un rang, sont assimilés, à cet égard, à des fonctionnaires de rang 13".

.../...

Article 8.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Chaque chambre est assistée par le secrétaire ou le secrétaire adjoint, effectif ou suppléant, dont le rôle linguistique correspond à la langue dans laquelle l'affaire est traitée".

+

En ce qui concerne l'alinéa 2, le Gouvernement devra apprécier si, compte tenu des fonctions exercées par le secrétaire de la commission, la connaissance "élémentaire" de la langue allemande suffit pour assurer le respect des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

La rédaction suivante est proposée pour cet alinéa :

"Dans toute affaire qui doit être traitée en langue allemande, la chambre saisie est assistée par un secrétaire ou un secrétaire adjoint, effectif ou suppléant, qui justifie de la connaissance ... de la langue allemande".

+

L'alinéa 3 serait mieux libellé comme suit :

"Le secrétariat donne aux personnes qui le demandent des renseignements sur les conditions générales de l'aide ainsi que sur le déroulement de la procédure. Il peut leur communiquer un formulaire d'introduction de la demande".

Article 10.

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire " ... notifie celle-ci au Ministre ...".

Article 12.

A l'alinéa 1er, mieux vaudrait écrire :

"Pour chaque affaire, le président de la chambre désigne un rapporteur au sein de celle-ci".

A la fin de l'alinéa 2, il y a lieu de supprimer le mot "saisie". Cette observation vaut pour la suite des articles du projet où ce mot est employé.

Article 14.

Le paragraphe 1er, alinéa 2, prévoit la notification "au ministre ou à son avocat".

.../...

Pour éviter des retards et des remises, il importe que, lorsque le Ministre a fait choix d'un avocat, celui-ci ait connaissance le plus tôt possible des conclusions et des pièces.

La première phrase du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait dès lors être rédigée comme suit :

"Le secrétariat notifie un exemplaire de ces conclusions et des pièces à l'appui au Ministre et, le cas échéant, à son avocat".

+

Le paragraphe 1er, alinéa 3, devrait être libellé comme suit :

"Si le requérant s'abstient de faire parvenir ses conclusions dans le délai imparti, le secrétariat en avise le Ministre et, le cas échéant, son avocat. Dans ce cas, le Ministre dispose d'un délai de trente jours à dater de la notification de cet avis pour faire parvenir au secrétariat ses conclusions ainsi que les pièces à l'appui de celles-ci".

+

Selon le délégué du Ministre, la déchéance prévue au paragraphe 2, alinéa 1er, est une déchéance de procédure.

.../...

La rédaction suivante est dès lors proposée pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Les parties ne peuvent accomplir les actes de procédure prévus au paragraphe 1er après expiration des délais prescrits.

Toutefois, si les nécessités de l'instruction le justifient, les délais peuvent être prorogés par ordonnance motivée du rapporteur sans qu'ils puissent excéder nonante jours".

Article 15.

L'alinéa 1er devrait être rédigé de la manière suivante :

"A l'expiration des délais prévus à l'article 14, le rapporteur rédige un rapport sur l'affaire".

+

La seconde phrase de l'alinéa 3 devrait être libellée comme suit :

"Celui-ci le transmet à la chambre et le notifie aux parties, et, le cas échéant, à leur avocat".

.../...

Article 16.

Le paragraphe 2, alinéa 2, devrait être rédigé comme suit :

"Les parties et leur avocat sont avisés de la date de l'audience au moins quinze jours à l'avance".

+

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la section III comme suit :

"Section III - Des mesures complémentaires d'instruction".

+

Article 17.

A l'alinéa 2, il convient de prévoir que la lettre que l'expert est chargé d'adresser au rapporteur et aux parties doit être envoyée sous pli recommandé à la poste.

La rédaction suivante est proposée :

"Dans les huit jours qui suivent cette notification, les experts avisent, par pli recommandé à la poste, le rapporteur, les parties et, le cas échéant, leur avocat des lieu,

.../...

jour et heure où ils commenceront leur mission".

+

Au début de l'alinéa 4, mieux vaudrait écrire :

"Le rapporteur veille au bon déroulement des opérations d'expertise. Il peut, à tout moment, ...".

A la fin du même alinéa 4, il faudrait écrire : "... les experts, les parties et, le cas échéant, leur avocat".

+

A la fin de la première phrase de l'alinéa 5, il y a lieu de remplacer les mots "l'augmentation de ce délai" par les mots "la prorogation de ce délai".

+

A l'alinéa 7, mieux vaudrait écrire :

"Le rapport est déposé au secrétariat qui en adresse copie aux parties et, le cas échéant, à leur avocat par simple lettre".

+

Il y aurait lieu de diviser la section IV en cinq sous-sections :

- la sous-section 1 - De l'inscription de faux (précédant l'article 20),

- la sous-section 2 - De l'intervention (précédant l'article 21),

- la sous-section 3 - De la récusation (précédant l'article 22),

- la sous-section 4 - De la connexité (précédant l'article 23),

- la sous-section 5 - Du désistement (précédant l'article 24).

+

Article 20.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire à la fin de l'alinéa 1er : "... verklaren of zij volhardt in haar voornemen om er gebruik van te maken".

.../...

Article 21 (devenant l'article 24) (1).

Au paragraphe ler, alinéa 3, il est inutile de prévoir que la demande en intervention doit contenir les conclusions de l'intervenant puisque le paragraphe 3, alinéa 2, 2°, prévoit que la requête en intervention doit contenir les moyens.

Il est donc proposé, à la fin du paragraphe ler, alinéa 3, de supprimer les mots "qui contient, à peine de nullité, les conclusions de l'intervenant", et de rédiger le paragraphe 3, alinéa 2, 2°, de la manière suivante :

"2° à peine de nullité, l'objet de la demande et un exposé des faits et des moyens".

Articles 26 et 27 (devenant les articles 20, 21 et 22).

Ces articles sont relatifs à des mesures d'instruction qui peuvent être ordonnées par la chambre. Selon le délégué du Ministre, l'intention du Gouvernement n'est évidemment pas que la chambre doive tenir une audience pour les ordonner. Les articles précités seraient dès lors mieux à leur place, dans la section III "Des mesures complémentaires d'instruction".

.../...

---

(1) Compte tenu de l'observation qui sera faite sous les articles 26 et 27.

A l'article 26, devenant l'article 20, qui s'inspire des articles 992 à 1004 du Code judiciaire, il serait plus clair de dissocier, à l'alinéa 4, les deux hypothèses de comparution personnelle.

L'article 27, alinéa 1er, devrait faire l'objet d'une disposition distincte.

A l'article 27, alinéa 3, il y aurait lieu de prévoir la convocation des personnes dont l'audition est ordonnée.

Les textes suivants sont proposés :

"Article 20 (article 26 du projet).-

La chambre peut ordonner la comparution personnelle des parties requérantes ou intervenantes.

L'ordonnance indique les lieu, jour et heure de la comparution.

La comparution se fera, soit à l'audience, soit devant le membre de la commission désigné dans l'ordonnance.

L'ordonnance est notifiée aux parties et à leur avocat. Lorsque la comparution doit avoir lieu à l'audience, l'ordonnance peut être notifiée en même temps que l'ordonnance fixant l'affaire.

Les articles 948 à 952, 998, 999 et 1001 du Code judiciaire sont applicables.

.../...

Article 21 (article 27, alinéa ler, du projet).-

La chambre peut charger le rapporteur d'accomplir des devoirs d'instruction complémentaires.

Article 22 (article 27, alinéas 2 et 3, du projet).-

La chambre peut décider d'entendre les experts à l'audience, à titre de renseignements. Ils sont convoqués par le secrétariat.

La chambre peut de même décider d'entendre à l'audience toute personne dont elle estime l'audition utile. Les témoins sont convoqués par le secrétariat".

Article 30 (devenant l'article 31).

Cette disposition devrait être introduite dans la "Section VI - De la décision" et être rédigée comme suit :

"Article 31.-

Les délibérés de la chambre sont secrets".

Article 31 (devenant l'article 32).

Aux 1° et 3° du texte néerlandais, il convient d'écrire "in voorkomend geval" au lieu de "bij voorkomend geval". La même observation vaut pour l'article 43, alinéa 2.

.../...

Article 33 (devenant l'article 34).

Au paragraphe 1, alinéa 2, il convient d'écrire dans le texte allemand les mots "Minister" et "Verwaltungsbehörden" avec majuscule, et d'écrire "Gerichtsvollzieher" au lieu de "Gerichtsvollzicher".

Article 35 (devenant l'article 36).

Dans le texte français de l'alinéa ler, il y a lieu d'écrire "les inexactitudes évidentes".

Article 37.

Cet article prévoit un recours tendant à la révision des décisions de la commission.

La révision est une voie de recours exceptionnelle qui déroge à l'autorité de la chose jugée au terme de la procédure que la loi, en son article 34, § 7, charge le Roi d'organiser.

Cette loi n'a pas prévu cette voie de recours.

Au contraire, en son article 34, § 5 et § 6, elle n'a prévu contre la décision de la commission que le recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

Il n'appartient pas au Roi d'instituer, sans une habilitation légale, une procédure en révision des décisions de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

L'article 37 du projet doit dès lors être omis.

.../...

Article 38.

A l'alinéa 2, 1°, dans le texte français, il est proposé de remplacer le mot "déboursés" par le mot "débours".

Article 40.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "... kunnen de in de artikelen 14 en 16 bepaalde termijnen niet worden verlengd".

Article 41.

A l'alinéa ler, il y a lieu de remplacer les mots "peut charger l'expert" par les mots "peut charger un expert" et d'écrire "conformément à" au lieu de "sur pied de".

Article 42.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 42.-

La décision est rendue dans les deux mois de la clôture des débats".

.../...

Article 44.

A la fin de l'alinéa ler, il est proposé d'écrire "... aux parties et, le cas échéant, à leur avocat".

Article 45.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire à l'alinéa ler : "bij ter post aangetekende brief" au lieu de "bij aangetekende brief".

Article 50.

Dans le texte néerlandais du paragraphe ler, alinéa 3, il y a lieu de supprimer le mot "overeenkomstige".

Article 53.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "gewone verblijfplaats" au lieu de "gebruikelijke verblijfplaats" et "voor eensluidend verklaard afschrift" au lieu de "voor eensluidend gewaarmerkt afschrift".

Article 54.

A l'alinéa 2, 2°, il convient d'écrire "la mention" et non "la détermination".

Au 3° du même alinéa 2, il est proposé d'écrire :

"3° les nom, prénom, qualité et domicile actuel de la personne à laquelle l'aide a été allouée;".

Article 56.

Il est proposé d'écrire, à la fin de l'alinéa 1er : "... et, le cas échéant, à leur avocat".

Article 57.

A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire :

"Le cas échéant, une copie en est adressée par simple lettre à leur avocat".

Article 58.

La disposition contenue à l'alinéa 3 ayant un effet rétroactif, il est proposé, conformément à l'usage, de la rédiger comme suit :

"Les articles 31 à 41 de la loi produisent leurs effets le 6 août 1985".

Opschrift.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de tekst onder 1° schrijve men :

"1° de wet : hoofdstuk III, afdeling II "Hulp van de Staat aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden", van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen;".

Aan het slot van de tekst onder 2° schrijve men "van de wet" en niet "van genoemde wet".

De tekst onder 3° geeft de volgende definitie :

"3° de minister : de minister van Justitie of de gemachtigde die door hem is aangewezen;".

Daaruit volgt dat de Minister van Justitie de uitoefening van alle in het ontworpen besluit bedoelde bevoegdheden zou mogen overdragen aan een ambtenaar. Artikel 7, eerste lid, van het ontwerp, bijvoorbeeld, schrijft echter voor dat het bedrag van de presentiegelden wordt bepaald bij koninklijk besluit, vastgesteld op de voordracht van de Minister van Justitie, en hetzelfde artikel 7 stelt in het derde lid dat de vergoeding van de deskundigen door de Minister van Justitie wordt bepaald.

De uitoefening van de in die twee leden bedoelde verordeningsbevoegdheid mag niet aan een ambtenaar worden overgedragen.

Derhalve wordt voorgesteld in 3° de woorden "of de gemachtigde die door hem is aangewezen" te schrappen.

In 4°, vervange men de woorden "op verzoek van" door de woorden "door toedoen van".

Laat de Minister zich vertegenwoordigen door een gemachtigde, dan is het niet deze laatste maar de Minister zelf die als partij voor de commissie aangemerkt moet worden. Derhalve wordt de volgende redactie voorgesteld voor 5° :

"5° partijen : de verzoeker en de Minister alsook, in voorkomend geval, de tussenkomende partijen".

Artikel 2.

Het tweede lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Zij kan de hulp verminderen of weigeren wanneer, rekening houdend met die bezittingen en inkomsten, de toekenning ervan in geringe mate of niet nodig zou zijn".

Het derde lid van de Franse tekst zou beter geredigeerd worden zoals voorgesteld is in de Franse versie van dit advies.

In het derde lid schrappe men het woord "daartoe".

Artikel 4.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De commissie, zitting houdende in verenigde kamers, stelt haar huishoudelijk reglement vast. Dit wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Koning".

Artikel 5.

De paragrafen 1, 2 en 3 zouden beter als volgt worden gesteld :

"§ 1. Onverminderd het bepaalde in paragraaf 2, bestaat elk van beide kamers van de commissie uit drie leden : een magistraat die het voorzitterschap waarneemt, een advocaat en een ambtenaar.

§ 2. Wanneer de voorzitter van de commissie van oordeel is dat, om de eenheid van de rechtspraak te verzekeren, een zaak in verenigde kamers moet worden behandeld, verwijst hij ze daarnaar.

De voorzitter van de commissie neemt het voorzitterschap van de verenigde kamers waar.

§ 3. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden wordt hun functie uitgeoefend door hun plaatsvervanger".

Paragraaf 4 luidt als volgt :

"Elke beslissing wordt bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen komt aan de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, de beslissende stem toe".

Staking van stemmen kan zich alleen in de verenigde kamers voordoen.

De tekst schijnt te zeggen dat de beslissende stem die zal zijn van de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanvankelijk aanhangig was gemaakt en niet die van de voorzitter van de commissie.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zou de beslissende stem die zijn van de voorzitter van de commissie.

In die hypothese wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 4. Elke beslissing wordt bij meerderheid van stemmen genomen.

Wanneer de commissie zitting houdt in verenigde kamers, beslist, bij staking van stemmen, de stem van de voorzitter van de commissie".

Geeft daarentegen de tekst van het ontwerp de bedoeling van de Regering juist weer, dan behoort het tweede lid als volgt te worden geredigeerd :

"Wanneer de commissie zitting houdt in verenigde kamers, beslist, bij staking van stemmen, de stem van de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanvankelijk aanhangig was gemaakt".

Artikel 6.

Aangezien de commissie de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken in acht moet nemen, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 6.-

Indien een zaak in het Duits moet worden behandeld, maakt het lid van de commissie dat het bewijs levert van een voldoende kennis van die taal, deel uit van de kamer".

Artikel 7.

In het eerste lid schrijve men zoals gebruikelijk is : "... wordt presentiegeld toegekend, waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald op voorstel van de Minister van Justitie, overeenkomstig ... ". De opmerking geldt ook voor het derde lid, waar behoort te worden geschreven : "... door de Minister van Justitie".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor de tweede volzin van het tweede lid :

"De magistraten, de advocaten alsmede de ambtenaren die titularis zijn van een niet in een rang ingedeelde graad, worden in dat opzicht gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13".

Artikel 8.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Iedere kamer wordt bijgestaan door de gewone of plaatsvervangende secretaris of adjunct-secretaris, van wie de taalrol overeenstemt met de taal waarin de zaak wordt behandeld".

Wat het tweede lid betreft, zal de Regering moeten uitmaken of, gelet op de door de secretaris van de commissie uitgeoefende functies, met de elementaire kennis van het Duits kan worden volstaan opdat de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken worden nageleefd.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor dat lid :

"Indien een zaak in het Duits moet worden behandeld, wordt de kamer waarbij de zaak aanhangig is, bijgestaan door een gewoon of plaatsvervangend secretaris of adjunct-secretaris die het bewijs levert van de ... kennis van het Duits".

+

Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het secretariaat verstrekt degenen die erom verzoeken inlichtingen over de algemene voorwaarden voor de toekenning van de hulp, alsmede over het verloop van de procedure. Het kan hun een formulier tot indiening van de aanvraag bezorgen".

Artikel 10.

In het eerste lid schrijve men "... kennis aan de Minister, onder toevoeging van een afschrift van de bij het verzoekschrift gevoegde stukken".

.../...

Artikel 12.

In het eerste lid schrijve men :

"Voor elke zaak wijst de voorzitter van de kamer een verslaggever uit de leden van de kamer aan".

Aan het slot van het tweede lid schrappe men de woorden "waarbij de zaak aanhangig is gemaakt". Die opmerking geldt voor de volgende artikelen van het ontwerp waar die woorden voorkomen.

Artikel 14.

Paragraaf 1, tweede lid, voorziet in de kennisgeving "aan de minister of zijn advocaat".

Om vertraging en uitstel te vermijden is het van belang dat wanneer de Minister een advocaat heeft gekozen, deze laatste zo vlug mogelijk kennis krijgt van de conclusies en van de stukken.

De eerste volzin van paragraaf 1, tweede lid, zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het secretariaat bezorgt een exemplaar van die conclusies en van de stukken tot staving aan de Minister en, in voorkomend geval, aan diens advocaat".

+

Paragraaf 1, derde lid, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Indien de verzoeker nalaat zijn conclusies te doen toekomen binnen de gestelde termijn, geeft het secretariaat de Minister en, in voorkomend geval, diens advocaat daarvan bericht. In dat geval beschikt de Minister over een termijn van dertig dagen vanaf de dag van de kennisgeving van dat bericht, om zijn conclusies alsmede de stukken tot staving ervan aan het secretariaat toe te zenden".

+

Volgens de gemachtigde van de Minister is het in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde verval een verval inzake rechtspleging.

De volgende redactie wordt derhalve voorgesteld voor paragraaf 2 :

"§ 2. De partijen mogen de in paragraaf 1 bedoelde proceshandelingen niet verrichten na het verstrijken van de voorgeschreven termijnen.

Wanneer de behoeften van het onderzoek het rechtvaardigen, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 15.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Na het verstrijken van de in artikel 14 voorgeschreven termijnen, maakt de verslaggever een verslag op over de zaak".

+

De tweede volzin van het derde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het secretariaat zendt het over aan de kamer en geeft er kennis van aan de partijen en, in voorkomend geval, aan hun advocaat".

Artikel 16.

Paragraaf 2, tweede lid, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De partijen en hun advocaat worden ten minste vijftien dagen tevoren in kennis gesteld van de rechtsdag".

+

Voorgesteld wordt het opschrift van afdeling III als volgt te redigeren :

"Afdeling III - Aanvullende onderzoeksverrichtingen".

+

Artikel 17.

In het tweede lid behoort te worden bepaald dat de brief die de deskundige aan de verslaggever en de partijen dient te richten, aangetekend moet worden verzonden.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Binnen acht dagen na die kennisgeving stellen de deskundigen, bij ter post aangetekende brief, de verslaggever, de partijen en, in voorkomend geval, hun advocaat in kennis van de plaats, de dag en het uur waarop zij hun opdracht zullen aanvatten".

+

Aan het begin van het vierde lid schrijve men :

"De verslaggever ziet toe op het goede verloop van de verrichtingen van het deskundig onderzoek. Hij kan te allen tijde ...".

Aan het slot van hetzelfde vierde lid schrijve men :

"... de deskundigen, de partijen en, in voorkomend geval, hun advocaat daarvan in kennis".

+

In de Franse tekst vervange men aan het slot van de eerste volzin van het vijfde lid, de woorden "l'augmentation de ce délai" door de woorden "la prorogation de ce délai".

+

.../...

In het zevende lid schrijve men :

"Het verslag wordt neergelegd op het secretariaat, dat een afschrift ervan bij gewone brief stuurt aan de partijen en, in voorkomend geval, aan hun advocaat".

+

Afdeling IV zou moeten worden ingedeeld in vijf onderafdelingen :

- onderafdeling 1 - Betichting van valsheid (boven artikel 20),
- onderafdeling 2 - Tussenkomst (boven artikel 21),
- onderafdeling 3 - Wraking (boven artikel 22),
- onderafdeling 4 - Samenhang (boven artikel 23),
- onderafdeling 5 - Afstand (boven artikel 24).

Artikel 20.

Aan het slot van het eerste lid dient in de Nederlandse tekst te worden gelezen : "... verklaren of zij volhardt in haar voornemen om er gebruik van te maken".

.../...

Artikel 21 (dat artikel 24 wordt) (1).

In paragraaf 1, derde lid, is het onnodig te bepalen dat het verzoekschrift tot tussenkomst de conclusies van de tussenkomende partij moet bevatten, aangezien paragraaf 3, tweede lid, 2°, bepaalt dat het verzoekschrift tot tussenkomst de middelen moet bevatten.

Derhalve wordt voorgesteld aan het slot van paragraaf 1, derde lid, de woorden "dat op straffe van nietigheid de conclusies van de tussenkomende partij bevat" te schrappen, en paragraaf 3, tweede lid, 2°, als volgt te redigeren :

"2° op straffe van nietigheid, het voorwerp van de aanvraag en een uitzetting van de feiten en middelen".

Artikelen 26 en 27 (die de artikelen 20, 21 en 22 worden).

Die artikelen hebben betrekking op onderzoeksverrichtingen die door de kamer kunnen worden bevolen. Volgens de gemachtigde van de Minister is het vanzelfsprekend niet de bedoeling van de Regering dat de kamer een zitting moet houden om die verrichtingen te bevelen. De bovengenoemde artikelen zouden derhalve beter ondergebracht worden in afdeling III - "Aanvullende onderzoeksverrichtingen".

.../...

---

(1) Gelet op de opmerking die zal worden gemaakt bij de artikelen 26 en 27.

Artikel 26, dat artikel 20 wordt, en dat ontleend is aan de artikelen 992 tot 1004 van het Gerechtelijk Wetboek, zou duidelijker zijn indien in het vierde lid de twee gevallen van persoonlijke verschijning los van elkaar zouden worden behandeld.

Artikel 27, eerste lid, zou een afzonderlijke bepaling moeten vormen.

In artikel 27, derde lid, zou moeten worden voorzien in de oproeping van de personen wier verhoor bevolen wordt.

De volgende teksten worden voorgesteld :

"Artikel 20 (artikel 26 van het ontwerp).-

De kamer kan de verzoekende of tussenkomende partijen bevelen in persoon te verschijnen.

Het bevelschrift vermeldt de plaats, de dag en het uur om in rechte te verschijnen.

De verschijning heeft plaats hetzij ter terechtzitting, hetzij voor het lid van de commissie dat in het bevelschrift is aangewezen.

Het bevelschrift wordt ter kennis gebracht van de partijen en van hun advocaat. Wanneer de verschijning ter terechtzitting moet geschieden, kan het bevelschrift samen met het bevelschrift tot vaststelling van de rechtsdag ter kennis gebracht worden.

.../...

De artikelen 948 tot 952, 998, 999 en 1001 van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing.

Artikel 21 (artikel 27, eerste lid, van het ontwerp).-

De kamer kan de verslaggever met aanvullende onderzoeksverrichtingen belasten.

Artikel 22 (artikel 27, tweede en derde lid, van het ontwerp).-

De kamer kan besluiten de deskundigen voor nadere inlichtingen ter zitting te horen. Zij worden door het secretariaat opgeroepen.

De kamer kan ook besluiten tot het verhoor ter zitting van al degenen van wie zij zulks nuttig acht. De getuigen worden door het secretariaat opgeroepen".

Artikel 30 (dat artikel 31 wordt).

Die bepaling zou in "Afdeling VI-Beslissing" moeten worden opgenomen met de volgende redactie :

"Artikel 31.-

Het beraad van de kamer is geheim".

Artikel 31 (dat artikel 32 wordt).

In de Nederlandse tekst van de bepalingen onder 1° en 3° schrijve men "in voorkomend geval" in plaats van "bij voorkomend geval". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 43, tweede lid.

.../...

Artikel 33 (dat artikel 34 wordt).

In paragraaf 1, tweede lid, moeten in de Duitse tekst de woorden "Minister" en "Verwaltungsbehörden" met hoofdletter worden geschreven en moet "Gerichtsvollzieher" worden geschreven in plaats van "Gerichtsvollzicher".

Artikel 35 (dat artikel 36 wordt).

In de Franse tekst van het eerste lid schrijve men "les inexactitudes évidentes".

Artikel 37.

Dit artikel voorziet in een rechtsmiddel dat strekt tot herziening van de beslissingen van de commissie.

De herziening is een uitzonderlijk rechtsmiddel dat afwijkt van het gezag van het gewijsde zoals dat gevolgd is uit de procedure die de Koning krachtens artikel 34, § 7, van de wet gelast is te regelen.

De wet heeft in dat rechtsmiddel niet voorzien.

Integendeel, in artikel 34, § 5 en § 6, heeft zij tegen de beslissing van de commissie alleen maar beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State opengesteld.

Het komt de Koning niet toe, zonder een wettelijke machtiging, een procedure in te stellen tot herziening van de beslissingen van de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

Artikel 37 van het ontwerp moet derhalve vervallen.

Artikel 38.

Voorgesteld wordt in de Franse tekst van het tweede lid, 1°, het woord "déboursés" te vervangen door het woord "débours".

Artikel 40.

In de Nederlandse tekst schrijve men :

"... kunnen de in de artikelen 14 en 16 bepaalde termijnen niet worden verlengd".

Artikel 41.

In het eerste lid vervange men de woorden "de deskundige gelasten" door de woorden "een deskundige gelasten" en schrijve men "overeenkomstig" in plaats van "op grond van".

Artikel 42.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 42.-

De beslissing wordt gewezen binnen twee maanden na de sluiting van de debatten".

.../...

Artikel 44.

Voorgesteld wordt aan het slot van het eerste lid te schrijven : "... aan de partijen en, in voorkomend geval, aan hun advocaat".

Artikel 45.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid schrijve men : "bij ter post aangetekende brief" in plaats van "bij aangetekende brief".

Artikel 50.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, derde lid, schrappe men het woord "overeenkomstige".

Artikel 53.

In de Nederlandse tekst schrijve men "gewone verblijfplaats" in plaats van "gebruikelijke verblijfplaats" en "voor eensluidend verklaard afschrift" in plaats van "voor eensluidend gewaarmerkt afschrift".

Artikel 54.

In het tweede lid, 2°, schrijve men "de vermelding" en niet "de omschrijving".

.../...

Voorgesteld wordt in 3° van hetzelfde tweede lid te schrijven :

"3° de naam, de voornaam, de hoedanigheid en de huidige woonplaats van de persoon aan wie de hulp is toegekend;".

Artikel 56.

Voorgesteld wordt vooraan in het eerste lid te schrijven : "Van het bevelschrift waarbij de rechtsdag wordt bepaald" en aan het slot "..., en, in voorkomend geval, aan hun advocaat".

Artikel 57.

In het tweede lid schrijve men :

"In voorkomend geval wordt een afschrift ervan bij gewone brief aan hun advocaat gezonden".

Artikel 58.

Aangezien de bepaling die vervat is in het derde lid terugwerkende kracht heeft, wordt voorgesteld ze, overeenkomstig het gebruik, als volgt te redigeren :

"De artikelen 31 tot 41 van de wet hebben uitwerking met ingang van 6 augustus 1985".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
L. FRANCOIS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.